



Maître d'ouvrage
Commune de PESSINES
15 RUE DE SAINTONGE 17810 PESSINES

**Travaux d'agrandissement de la salle des fêtes &
création d'un café - Bibliothèque**

DCE
Dossier de Consultation des Entreprises

AVRIL 2025

R È G L E M E N T D E C O N S U L T A T I O N

Maître d'œuvre
SARL GRAVIÈRE & FOULON
1, Petite rue René Caillié
17100 Saintes



PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE
DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :
VENDREDI 16 MAI 2025 à 12 H00

Profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

n° de Consultation : Pessines_17_20250422W2_01

Le présent R.C. comporte 10 pages

<u>CHAPITRE I - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE</u>	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – INTERVENANTS	3
ARTICLE 3 – ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
 <u>CHAPITRE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	 4
ARTICLE 4 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
4.1 - Dossier de consultation	4
4.2 - Variantes et Prestations Supplémentaires Éventuelles	4
4.3 - Compléments à apporter au Cahier des Charges	3
4.4 - Modifications de détail au dossier de consultation	5
ARTICLE 5 – MODALITÉS CONTRACTUELLES	5
5.1 - Délai d'exécution Délai de livraison	5
5.2 - Délai de validité des offres	5
5.3 - Mode de règlement	5
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	5
 <u>CHAPITRE III – REMISE DES OFFRES</u>	 6
ARTICLE 7 - PRÉSENTATION DES DOSSIERS	6
ARTICLE 8 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	7
CHAPITRE IV – ATTRIBUTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 9 – TRAITEMENT DES OFFRES	7
9.1 – Régularisation des offres	7
9.2 – validation des candidatures	8
9.3 – Négociation	8
ARTICLE 10 - JUGEMENT DES OFFRES- CRITÈRES	9
ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 12 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS	9

CHAPITRE I - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux d'agrandissement du foyer communal et la création d'un café (associatif) en lien avec la bibliothèque municipale à PESSINES 17810.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail .

L'attention des candidats est attirée sur la mise en œuvre d'éléments à caractère social dans les conditions d'exécution du marché, en application notamment de l'article L2112-2 du code de la commande publique et définis au cahier des clauses administratives particulières pour les lots :

Marché passé en procédure adaptée ouverte

en vertu des articles L2123-1 – R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique

Type de marché : TRAVAUX - Nomenclature **CPV**:.45215100-2

ARTICLE 2 – INTERVENANTS

Le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les prestations sont exécutées est :

COMMUNE de PESSINES

15 Rue de Saintonge

17810 PESSINES

Coordonnées du service chargé de la consultation:

COMMUNE de PESSINES

Secrétariat

15 Rue de Saintonge

17810 PESSINES

Tél. : [05 46 93 68 05](tel:0546936805)

Coordonnées de la personne chargée du suivi

M. DELHOUME Philippe

philippedelhoume.mairepessines@gmail.com

ARTICLE 3 – ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée en vue de la passation d'un marché de travaux

Le marché prévoit 11 lots attribués par marchés séparés comme suit :

LOT
1- DÉMOLITION – GROS ŒUVRE - VRD
2 - COUVERTURE TUILE – ÉTANCHÉITÉ - ZINGUERIE
3 - MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM
4 - MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS
5 - CLOISONS – DOUBLAGES - ISOLATION
6 - ÉLECTRICITÉ - CHAUFFAGE
7- PLOMBERIE – SANITAIRES - VENTILATION
8 - CHAPE
9 - SERRURERIE
10 - CARRELAGE - FAÏENCE
11 - PEINTURE

CHAPITRE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

4.1 - Dossier de consultation

Le dossier de consultation complet est transmis à l'ensemble des candidats via le profil acheteur de la collectivité. <https://www.marches-securises.fr>

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le Règlement de Consultation (R.C.)
- Le projet d'acte d'engagement
- Les Cahiers des Charges s (CCAP et CCTP).
- DPGF pour chacun des lots
- Dossiers de plans (architecte)
- PGCSPS
- planning prévisionnel

4.2 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le candidat doit obligatoirement répondre à l'offre de base ainsi qu'aux PSE éventuelles.

Les variantes libres sont autorisées pour tous les lots. La variante permet aux candidats de proposer une solution ou des moyens alternatifs pour effectuer les prestations du marché. Il s'agit d'une offre qui est susceptible de conduire à une proposition financière plus intéressante ou à des propositions techniques plus performantes. Il est important que leur présentation soit clairement identifiée par le pouvoir adjudicateur tant sur le plan matériel (rubrique séparée dans l'acte d'engagement) que dans la transmission d'information suffisantes sur un mémoire technique séparé. Ces offres variantes doivent identifier les adaptations qu'elles engendrent le cas échéant sur les autres lots, ces adaptations doivent être mineures et en aucun cas modifier le cahier des charges des autres lots.

4.3 - Compléments à apporter au Cahier des Charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Charges .

Si les candidats souhaitent faire des réserves au cahier des charges ils doivent clairement les identifier ou les récapituler dans une annexe séparée listant le cas échéant les références des pages et paragraphes du mémoire technique qui les soulèvent. L'absence de cette annexe vaut validation sans réserve du cahier des charges et des obligations de résultat.

Est appelé réserve des points de divergences ou de précisions techniques ne modifiant pas les caractéristiques fondamentales du cahier des charges. Elles ne sont en aucun cas des possibilités de proposition de variantes ou de suppression de prestations prévues au cahier des charges.

Elles pourront être incluses à la mise au point du marché ou être discuter en négociation. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les juger non conformes au cahier des charges et d'en rejeter l'offre lorsqu'il estime qu'elles sont de nature à fausser la concurrence ou à ne plus répondre aux éléments du cahier des charges.

4.4 - Modifications de détail au dossier de consultation

La Collectivité se réserve le droit d'apporter, au plus tard **5 jours (cinq jours)** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 – MODALITÉS CONTRACTUELLES

5.1 - Délai d'exécution Délai de livraison

Les délais d'exécution du chantier sont fixés dans l'acte d'engagement pour l'ensemble des lots. Il n'est pas possible d'y déroger.

5.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120** jours (cent vingt jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

5.3 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de **30** jours (trente jours) à compter de la date de réception de la demande, par virement administratif.

Le candidat est informé que le Maître de l'Ouvrage souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : **€uros**

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande écrite faite au plus tard 10 jours (dix jours) avant la date limite de remise des offres.

L'ensemble du traitement des questions liées à la procédure ou au contenu technique sont à poser via la plateforme du profil acheteur. Les messages sont automatiquement retransmis sur l'adresse mail directe du service chargé de la procédure.

Profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

N° CONSULTATION : - **Pessines_17_20250422W2_01**

Toutefois en cas de difficultés techniques liés à la connexion sur la plateforme, après avoir alerté par la hotline et sans solution apportée par leur part , vous pouvez joindre

M. DELHOUME Philippe
philippedelhoume.mairepessines@gmail.com
tél : 06 78 82 22 63 les mardi, jeudi et vendredi après-midi

CHAPITRE III – REMISE DES OFFRES

ARTICLE 7 - PRÉSENTATION DES DOSSIERS

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui.

DOSSIER DE JUSTIFICATIONS DU CANDIDAT

- 1 - Lettre de candidature DC1 ou similaire disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>
- 2 - Déclaration du candidat DC 2 ou document comportant des mentions équivalentes en particulier les renseignements relatifs à la situation financière du candidat et les moyens et capacités du candidat
- 3 - Certificats de qualification professionnelle
- 4 - Déclaration indiquant le matériel ou l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- 5 - Liste des références de travaux exécutés (moins de 5 ans) la liste doit comprendre le nom du maître d'ouvrage, le montant ht, la date et durée de réalisation ou la date de démarrage pour les travaux en cours. Des attestations de bonne exécution pour les travaux les plus représentatifs pourront être jointes
- 6 - Attestation des assurances de chantier et de responsabilité civil

DOSSIER D'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE

- 7 - Le projet d'acte d'engagement
- 8 - La décomposition du prix globale et forfaitaire (cadre joint obligatoire)
- 9 - L'annexe des clauses d'insertion pour les lots concernés
- 10 - Un mémoire précisant :
 - ✓ Nom et qualification du contact unique et moyens de le contacter
 - ✓ Effectifs et qualification des équipes mise à disposition pour la réalisation du chantier (composition des équipes, compétences formation, sous-traitance éventuelle, Mise en valeur des références en chantier similaire)
 - ✓ Organisation et méthodologie proposée en termes de phasage ou de mode opératoire par rapport aux objectifs de délai de livraison du chantier
 - ✓ Présentation des garanties apportées (garanties légales et complémentaire, service après vente ou autre intervention ultérieure intégré,)
 - ✓ Liste des matériaux, procédés et fournitures utilisées avec fiches techniques et plaquettes de présentation éventuelles
 - ✓ Organisation et méthodologie proposées pour la valorisation des déchets, la sécurité et la propreté du chantier
 - ✓ Tous éléments que le candidat juge utiles à la bonne compréhension et à la valorisation de son offre technique

PIÈCES ADMINISTRATIVES COMPLÉMENTAIRES

Les attestations administratives et fiscales des candidats ne sont pas produites pendant la phase de remise des offres. Elles pourront toutefois être vérifiées après sélection des équipes admises à la négociation, le cas échéant.

L'équipe candidate retenue ne saurait être désignée définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs relevant du droit d'accès à la commande publique.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises, au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement sous peine d'être déclarées irrecevables :

La présente consultation fait l'objet d'une procédure totalement dématérialisée. La transmission des offres est obligatoirement par voie électronique via la plate-forme : <http://www.marches-securises.fr>

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE N'EST PAS IMPOSÉE

L'obligation de signature n'étant réservé qu'au marché final, seul l'acte d'engagement constituant l'offre finale issue des éventuelles négociations et mises au point sera signée après désignation des attributaires. En conséquence, le candidat n'a pas l'obligation de signer son offre au moment de sa remise.

Néanmoins, en répondant à la consultation, le candidat en a accepté les conditions. Il demeure donc engagé pendant toute la durée de la consultation et du délai de validité, même en l'absence de signature de son offre initiale.

En cas de signature manuelle de l'acte d'engagement du candidat retenu, l'offre revêtant la signature originale devra être transmise par voie postale dans un délai d'une semaine à compter de l'information d'attribution du marché

DÉMATÉRIALISATION DE LA PROCÉDURE

L'obligation de dématérialisation via la plateforme concerne l'ensemble des documents et plus précisément s'étend à :

- la mise à disposition des documents de la consultation
- la réception des candidatures et des offres
- les questions / réponses du pouvoir adjudicateur et des entreprises
- les demandes d'informations et de compléments
- les déclarations d'infructuosité ou de procédure sans suite,
- les échanges relatifs à la négociation,
- l'information des entreprises retenues / non retenues.

CHAPITRE IV – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 9– TRAITEMENT DES OFFRES

9.1 – Régularisation des offres

Les conditions de régularisation des offres est du ressort discrétionnaire du pouvoir adjudicateur en fonction de l'analyse de l'ensemble des réponses obtenues initialement. En aucun cas, il s'agit d'un droit automatique des entreprises.

Toutefois les conditions de régularisation des offres sera appliquée le cas échéant de façon égalitaire entre tous les candidats.

Ainsi précédemment à toute négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les soumissionnaires concernés la régularisation des offres irrégulières.

Nota : dans le cas d'un mémoire technique incomplet, la régularisation ne sera possible que si le nombre de page initiale est inférieur au seuil maximal défini à l'article 7. Par ailleurs, il en sera tenu compte dans la notation du mémoire technique qui ne pourra pas obtenir la note maximale lorsqu'il a fait l'objet d'un manquement notoire d'un des éléments demandés à l'article 7.

Et /ou pendant la période de négociation éventuelle, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les soumissionnaires concernés la régularisation des offres financièrement inacceptables.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le prestataire sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

Article L 2152-2 CCP- Une **offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Article L2152-3 CCP - **Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure

9.2 – validation des candidatures

Conformément aux articles L.2142-1 et R. 2142-1 et suivants du Code de la commande publique, l'examen des candidatures se fera en appréciant les garanties techniques et financières des candidats au vu des documents et informations transmis dans le dossier. Il pourra notamment être examiné :

- l'évolution du chiffre d'affaires et la solidité financière au vu de la durée du contrat
- la réalisation d'un chiffre d'affaires minimal égal à deux fois le montant estimé du marché (art R. 2142-7).
- les moyens matériels et personnels

R.C. COMMUNE DE PESSINES

DCE 2025-TX01 Modalités de consultation- Construction de la MSP

- les références ou qualifications de ou des entreprises chargées de l'exécution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit lorsqu'il l'estime nécessaire, de vérifier le contenu des informations fournies par les entreprises.

La validation du prestataire en phase candidature ne fait pas obstacle à un examen particulier des moyens spécifiques mis en œuvre pour l'exécution même du marché et de la comparaison de qualité des références similaires lors de la notation de la valeur technique de l'offre.

9.3 – Négociation

Au vu d'un premier classement technique et financier, la collectivité se réserve le droit de proposer une négociation à un ou plusieurs candidats.

Les offres financièrement hautes lors d'une concurrence suffisante ne seront pas appelées à la négociation sauf à démontrer qu'elles apportent techniquement une plus-value justifiant le coût proposé. Ainsi, il est entendu qu'il pourra être négocié avec un seul candidat lorsque les autres offres ne sont pas financièrement ou techniquement compétitives.

A/PRINCIPES GÉNÉRAUX

La négociation ne peut porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques telles que définies dans les documents de la consultation.

Toutefois la négociation peut valablement aboutir à une évolution relative du projet initial dans le respect de la mise en concurrence initiale. Il pourra s'agir d'un aménagement des offres et non d'un bouleversement du cahier des charges.

B/CONDITIONS DE NÉGOCIATION

L'ensemble des négociations se déroulera dans un délai relativement court afin de conserver l'égalité de traitement entre les candidats.

Il pourra être demandé au candidat :

- de clarifier des aspects de l'offre, des précisions ou des compléments,
- de discuter du niveau financier de l'offre globale ou de certains prix unitaires.
- de proposer des points de négociation techniques
- de préciser le mémoire technique par la remise de documents complémentaires.

Au terme de la négociation, le pouvoir adjudicateur aura à déterminer l'offre présentant le meilleur rapport qualité-prix au vu de la notation finale des offres sur la base des critères d'analyse définis à l'article 10 ci-dessous.

La forme de négociation sera librement choisie par le pouvoir adjudicateur. Elle pourra être effectuée par échange de télécopie, mail et/ou, courrier,. Dans tout les cas, la forme sera unique pour tous les candidats admis à la négociation et les contraintes de délais égalitaires.

ARTICLE 10 - JUGEMENT DES OFFRES - CRITÈRES

Le jugement des offres se fera suivant l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

VALEUR TECHNIQUE 45 %

- | | |
|--|--------|
| ➤ Matériaux | 10 pts |
| ➤ Matériels et moyens | 15 pts |
| ➤ Organisation du chantier | 10 pts |
| ➤ Moyens sécurité- propreté du chantier et gestion des déchets | 10 pts |

OFFRE FINANCIÈRE : 55 %

- | | |
|---|--------|
| ➤ Comparatif de l'offre globale (<i>base offre la moins disante</i>) | 40 pts |
| ➤ Valorisation de la cohérence des prix unitaires et des quantitatifs (<i>base estimatif du maître d'œuvre</i>) | 15 pts |

Variante et pse éventuelles :

Les offres variantes seront étudiées séparément des offres de base. Toutefois, si la collectivité au vu des offres reçues envisage la possibilité du choix d'une ou des variantes, elle établira, en application des mêmes critères d'analyse, le classement commun de l'ensemble des offres base et variantes qui permettra d'identifier l'offre économiquement la plus avantageuse.

Si la collectivité après prise de connaissance des offres variantes, ne souhaitent pas envisager de retenir une ou des variantes, le tableau comparatif sera uniquement établi sur les offres de base comprenant éventuellement les pse demandées par la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au vu des notes globales obtenues, les offres sont classées par ordre décroissant.

Après attribution provisoire du marché, le Pouvoir Adjudicateur réclame au candidat sélectionné l'ensemble des documents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, dans le délai fixé de 10 jours.

Dans l'hypothèse où le candidat retenu ne pourrait fournir ces documents dans le délai imparti, son offre sera exclue sans possibilité de régularisation. Le Pouvoir Adjudicateur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 12 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Tribunal administratif de Poitiers

15, rue de Blossac - Hôtel Gilbert - BP 541 - 86020 POITIERS

Tél. : 05 49 60 79 19 - Fax : 05 49 60 68 09 - Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Modalités de dépôt des recours : envoi papier, dépôt sur place au TA ou via le site www.telerecours.fr

Introduction des recours

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L 551-12 du code de justice

administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat

➤ Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 à L 551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R 551-7 du CJA

➤ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique